

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Les infrastructures de la contestation

Entretien avec David McNally

Xavier Lafrance

Number 21, Winter 2019

Penser la Grande Transition : utopies et stratégies

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90578ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lafrance, X. (2019). Les infrastructures de la contestation : entretien avec David McNally. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 71–77.

Les infrastructures de la contestation

Entretien avec David McNally¹

Xavier Lafrance

Professeur en science politique à l'UQAM

X.L. – En quoi la crise économique mondiale de 2008 a-t-elle été déterminante ? Quelles sont ses causes et conséquences ?

D.M. — Il ne s'agit pas d'une récession comme les autres, mais d'une crise systémique. Nous sommes entrés dans une période de profonde instabilité dans le processus d'accumulation du capital qui perdurera pendant plusieurs années, notwithstanding les oscillations tantôt positives, tantôt négatives de certains indicateurs économiques. Lors de la Grande Dépression de 1929 à 1933, il y a eu une chute marquée de l'activité économique, suivie d'une reprise de quatre ans, avant que l'économie ne chute à nouveau. Il est maintenant clair que ces épisodes formèrent un ensemble, une période distincte au cours de laquelle le capitalisme fut incapable de dépasser une série de contradictions. Depuis 2007, le capitalisme est entré dans un moment historique du même type.

X.L. – Quels sont les obstacles qui pourraient mener à une reprise ?

D.M. — Sans aucun doute, la classe des travailleurs et travailleuses subit un assaut d'une grande ampleur. Il suffit d'observer ce qui se passe aux États-Unis où l'organisation du mouvement ouvrier est la plus faible par rapport aux autres pays du Nord.

¹ David McNally est professeur en science politique à l'Université York de Toronto. Il est l'auteur notamment de *Panne globale. Crise, austérité et croissance*, Montréal, Écosociété, 2013. Cet article est basé sur un entretien publié par la revue *Contretemps* : <www.contretemps.eu/reconstruire-infrastructures-contestation/>.

Il y a eu des destructions massives d'emploi, mais aussi une énorme augmentation de la productivité du travail qui s'est traduite en 2009 par une chute du coût unitaire de production d'environ 5 %, ce qui signifie qu'il en coûte environ 5 % moins aux capitalistes pour produire un bien ou un service donné. C'est énorme.

On oublie cependant que le capitalisme ne peut se sortir d'une crise simplement en intensifiant l'exploitation du travail. Cela peut restaurer les profits et mettre fin à la série de faillites d'entreprises liées à la crise, mais pour se sortir d'une crise, le capitalisme a besoin de détruire beaucoup de capital suraccumulé – c'est-à-dire qu'il doit se départir de beaucoup d'usines, de mines, de tours de bureaux, de centres commerciaux, etc. – qui ne peut plus être utilisé de manière profitable.

Au cours de la crise actuelle, une restructuration de ce genre a été limitée à certaines parties des États-Unis. Quelques usines d'automobiles ont fermé, mais, de façon générale, très peu a été fait pour restructurer le capital. En Europe et au Japon, il n'y a pratiquement pas eu de destruction de capital excédentaire. Ni en Chine où, au contraire, des investissements massifs ont encore aggravé le problème. Les grandes restructurations restent donc devant nous : en plus d'une augmentation de l'exploitation des travailleurs et des travailleuses, de nombreuses fermetures d'usines seront nécessaires avant que le système puisse retrouver une croissance économique prolongée et soutenue.

X.L. - Pourquoi les explications de la crise qui identifient la spéculation financière comme LA principale cause sont-elles insatisfaisantes ?

D.M. — Les historiens de la Grande Dépression nous montrent que la production industrielle a commencé à chuter en 1928, avant même l'effondrement boursier de 1929. Il y a eu d'autres chocs financiers, par exemple en 1927, qui n'enclenchèrent pas de grandes récessions, parce que la rentabilité demeurait robuste à ce moment. De façon similaire aujourd'hui, on note que les taux de profit ont plafonné dès 2006 aux États-Unis, de sorte que le système est devenu plus vulnérable à un choc financier. Les indicateurs économiques nous montrent aussi que le ralentissement de l'activité économique est intervenu, dans le secteur manufacturier notamment, avant l'éclatement de la bulle immobilière.

Deuxièmement, l'éclatement de cette bulle immobilière a débuté là où les effets de ce ralentissement de l'activité économique se ressentaient déjà fortement. À Détroit, par exemple, les pertes d'emplois ont eu pour conséquence qu'un nombre croissant de débiteurs de prêts à haut risque (*subprimes*) n'étaient plus en mesure de s'acquitter de leur dette. Ainsi, la hausse du chômage amorcée en 2007 a nourri la hausse des défauts de paiement. Les différents facteurs sont donc interconnectés.

Sur un plan théorique, je trouve insatisfaisante la thèse selon laquelle la « dérégulation » financière est la cause de la crise, car elle présume que ce sont les politiques permettant cette dérégulation qui sont l'élément déterminant dans l'évolution économique au cours de la période néolibérale. Au contraire, la dérégulation a suivi l'internationalisation de la finance, plutôt qu'elle ne l'a précédée. Au moment où la dérégulation s'est vraiment mise en branle, les corporations multinationales s'adonnant à des activités financières dans divers marchés nationaux, juridictions et zones monétaires, misaient déjà sur les avantages que leur procurait la finance extraterritoriale (*off-shore*). La plus grande partie de cette dérégulation a débuté à la toute fin des années 1970 et n'a pris son véritable envol qu'au cours des années 1980. Je pense donc que cette dérégulation est une réaction à la mondialisation du capital manufacturier et financier.

X.L. - Comment expliquer cette imbrication de la croissance et de la tendance à la résurgence d'une crise ? En quoi Marx est-il utile pour comprendre cette relation ?

D.M. — Marx constate que la marchandise a un double caractère. Il s'agit tout à la fois d'une valeur d'usage, qui satisfait un besoin humain, et d'une valeur d'échange, qui peut être échangée contre de l'argent. Le capitalisme implique ce phénomène très contradictoire suivant lequel on ne peut obtenir les valeurs d'usage qui permettent le maintien de la vie humaine que sous la forme de valeurs d'échange. C'est-à-dire qu'on doit accéder au marché pour se les procurer. Il s'agit là du résultat des processus de dépossession associés au capitalisme qui détachent les producteurs des moyens nécessaires pour produire par eux-mêmes ces valeurs d'usage – notamment l'expropriation des paysans de leur terre avec les enclosures qui les privèrent d'accès aux terres communales. Une fois mis en place, ce système contradictoire fait en sorte que la force motrice du mode de production devient la profitabilité et l'accumulation d'argent. La compétition pousse les capitalistes à accumuler de façon systématique, faute de quoi ils sont poussés à la faillite, surpassés par leurs concurrents devenus plus performants. Tous les capitalistes tentent donc de gagner la compétition en puisant dans leurs profits afin de les réinvestir et de les transformer en de nouveaux moyens de production, en se procurant la technologie la plus avancée afin de produire les mêmes biens et services un peu plus rapidement et à des coûts un peu moindres que leurs concurrents. Mais, bien sûr, s'ils et elles font tout cela, et si tout ce qui les intéresse n'est pas la valeur d'usage qui satisfait des besoins humains, mais bien la production pour le profit, on peut alors facilement comprendre qu'après un long cycle d'accumulation, les capitalistes se retrouvent dans une situation où ils ont créé trop d'usines, de mines, de centres commerciaux, etc., dont les produits ne peuvent plus être absorbés par le marché. C'est une situation classique de suraccumulation.

L'autre aspect du problème est la propension à la mécanisation de la production, qui implique une course à la technologie. Celle-ci tend à remplacer les travailleurs et travailleuses par des machines. Je ne veux pas dire que ça implique nécessairement une réduction absolue de la main-d'œuvre – bien que ce soit possible, comme le montre la vague de désindustrialisation au Canada, aux États-Unis et dans certains pays européens au cours des dernières années. Mais, en tout cas, cette main-d'œuvre a tendance à croître moins rapidement que ce que Marx appelle le capital constant – la machinerie, l'équipement de production, les édifices, etc. Comme seul le travail vivant produit de nouveaux profits, ironiquement, à travers cette compétition maniaque pour la saisie de parts de marché, les capitalistes savent ce qui sous-tend la profitabilité. Ceci produit donc une autre tendance qui fait pression à la baisse sur les profits.

En fait, l'analyse de Marx est beaucoup plus complexe que ne laisse croire le résumé que je viens d'en faire. Il identifie toute une variété de contre-tendances qui contribuent à renforcer les taux de profit. Tendances et contre-tendances agissent simultanément et sont interreliées, mais à certains moments, une tendance ou une autre devient dominante. Sur une longue période d'accumulation, il existe des périodes-charnières au cours desquelles la tendance à la réduction relative du travail vivant tend à dominer, ce qui mène à une baisse de profitabilité. En parallèle, la tendance à la suraccumulation fait également pression sur les profits, puisqu'elle force les capitalistes à tenter d'augmenter leurs ventes frénétiquement. Ainsi, quelqu'un voulant acheter une automobile en ce moment est bombardé d'offres et de rabais.

Ces deux tendances – à la suraccumulation et à la baisse relative du travail vivant utilisé dans la production – relèvent les contradictions du capitalisme. L'analyse de Marx est la seule qui permet réellement de saisir le caractère contradictoire inhérent à l'accumulation capitaliste. Elle éclaire des événements tels que la dernière crise davantage que toute autre théorie disponible.

X.L. - Comment expliquer la relation dialectique entre cette tendance à la financiarisation et à l'essor de bulles spéculatives, d'une part, et la tendance à la suraccumulation et à la baisse du taux de profit, d'autre part ?

D.M. — Durant le boom économique de 1982-2007, on a observé une remontée prolongée du taux de profit sur les nouveaux investissements, parallèlement à une profonde restructuration de la production avec le développement et l'usage de nouvelles technologies. Les États-Unis, par exemple, ont perdu 300 000 emplois dans l'industrie de l'acier, alors que cette industrie continue de produire des quantités massives d'acier. On obtient donc une production de biens beaucoup plus élevée relativement à la main-d'œuvre utilisée pour la réaliser. On a eu ensuite un boom d'investissements associé aux nouvelles technologies dans les pays du Nord et un mouvement massif de capitaux vers les régions à bas salaires des pays du Sud. La Chine

a été la destination principale de ces investissements, mais il faut aussi considérer les *maquilladoras* du Mexique, ainsi que les investissements allemands, par exemple, dans l'ancien bloc de l'Est, ou encore les zones franches au Proche et Moyen-Orient. Il s'agit là d'une réorganisation géographique du capitalisme et du développement de nouveaux centres d'accumulation.

Mais un nouveau cycle de suraccumulation peut facilement émerger de ces transformations. Tout le monde se rue dans la même direction : Volkswagen, Ford, General Motors, Toyota, Microsoft, Dell, Samsung, etc. Toutes ces entreprises se dirigent vers la Chine pour construire de nouvelles usines. La plupart du temps, elles font cela sans fermer leurs installations dans leur pays d'origine. Tôt ou tard, on obtient donc une capacité de production excessive. Il s'agit là de la première partie de l'histoire – une suraccumulation de capitaux.

En parallèle, nous assistons aussi à une destruction massive d'emplois liée aux nouvelles technologies et à l'informatisation de la production. C'est la production « juste-à-temps » et la production « *lean* » dont l'objectif est de minimiser le travail nécessaire pour la fabrication d'un produit. Une telle logique d'économie de travail finit par conduire à une pression à la baisse sur les profits. Et les taux de profit aux États-Unis ont en effet atteint un sommet en 2006, avant de chuter. D'où plusieurs conséquences. D'abord, les firmes les moins performantes et profitables sont fragilisées. Deuxièmement, cela les encourage à contracter des dettes afin de demeurer compétitives. Mais dès que les marchés financiers et du crédit font face à une tempête, les banques, qui ont besoin de revenus pour se recapitaliser, refusent de reconduire les crédits. Les entreprises les plus vulnérables sont alors dans l'incapacité de rembourser leurs dettes, entraînant des faillites en cascade. Ce ne sont pas simplement les banques qui ont provoqué la crise actuelle. On doit garder à l'esprit que Chrysler et General Motors étaient en faillite à l'automne 2008 et que ceci était directement lié à la dynamique que je viens de décrire.

Lorsqu'on lit Marx, on voit d'un côté une analyse de la suraccumulation et d'un autre côté une analyse de la tendance à la baisse du taux de profit. Je considère qu'il est impossible de séparer ces éléments. Il s'agit de différentes dimensions d'un même processus, par lequel la croissance économique capitaliste mine elle-même les conditions qui la sous-tendent. Cette richesse de la théorie de Marx permet de saisir des tendances distinctes d'un même processus social global. Et je crois qu'il s'agit toujours de l'approche la plus fertile pour comprendre ce qui s'est passé depuis 2006 et 2007.

X.L. - Comment les luttes contre les politiques d'austérité dans un contexte de crise prolongée peuvent-elles servir à développer des mouvements qui pourraient remettre en question l'organisation capitaliste de l'économie et de la société ?

D.M. — Il faut agir au niveau idéologique et politique où on doit à nouveau rendre crédibles des idées telles que la propriété sociale des moyens de production, le contrôle démocratique de la production exercé par les travailleurs et les travailleuses, le dépassement du marché comme instrument d'organisation économique, etc. Pour la gauche, ceci implique aussi de développer un nouveau vocabulaire et de nouvelles façons d'exprimer les idées anticapitalistes adaptées au contexte politique et culturel au sein duquel nous sommes plongés. Nous ne devons pas simplement assumer que les slogans du passé auront nécessairement un écho au sein de mouvements sociaux offensifs qui pourraient réémerger après trente années de défaites. Prenons l'exemple des plans de sauvetage des banques. La gauche doit arriver à développer un discours qui insiste sur le fait qu'on a utilisé des fonds publics afin de sauver des entreprises privées et que celles-ci devront devenir des institutions publiques qui ne fonctionneront plus suivant un modèle de maximisation des profits, mais qui réaliseront des investissements répondant à l'intérêt public afin, par exemple, de construire les logements sociaux dont nous avons besoin, de développer des sources d'énergie renouvelables et de reconverter les usines d'automobiles afin qu'elles produisent, par exemple, des panneaux solaires.

Il faut ensuite développer des formes institutionnelles à l'aide desquelles la gauche pourra propager ses idées dans une partie plus large de la population. Lors d'une période de défaite, toute une série d'espaces sociaux à travers lesquels la gauche développait et disséminait ses idées est détruite. Il faut donc reconstruire ce que mon ami Alan Sears appelle des « infrastructures de contestation² » : tous ces groupes et réseaux de base tels que les syndicats locaux, les comités de quartiers, etc., où les gens peuvent se rassembler, échanger des idées et développer des stratégies.

Enfin, il faut développer parallèlement une nouvelle culture de résistance. Il s'agit de faire de la politique de la résistance un moment culturel dans la vie des gens. Ceci prendra une forme musicale et impliquera le développement de nouvelles formes d'art public. Toutes les grandes périodes de soulèvement de la gauche ont été accompagnées par de tels développements de théâtres de rue, de productions cinématographiques, de créations musicales, etc.

Il faut aussi réaliser que lorsque des personnes se joignent à de nouveaux mouvements de masse, elles ne cherchent pas nécessairement à acquérir une carte de membre d'un groupe spécifique. Elles pensent plutôt à se joindre à la lutte dans la

2 Alan Sears, *The Next New Left. A History of the Future*, Winnipeg, Fernwood Publishing, 2014.

rue, dans leurs lieux de travail et dans leurs quartiers afin de faire partie de cette expérience, de ce processus excitant leur permettant de reprendre le contrôle de leur vie. C'est ce qui est arrivé par exemple sur la place Tahrir au Caire. Les gens ont pu observer un nouvel ensemble de relations sociales. Ils ont pu développer une conscience de leur propre pouvoir et de leurs capacités, non pas parce qu'on leur dit qu'ils ont ces capacités, mais parce qu'ils les découvrent en en faisant l'expérience.

Pour développer cette nouvelle gauche, il est nécessaire que des groupes de militants et militantes ayant une connaissance des luttes passées puissent la propager. Il ne s'agit pas d'affirmer que ces expériences passées peuvent fournir toutes les réponses à nos questions. Mais leur connaissance nous permet d'imaginer des formes d'organisation de masse que la gauche n'a pas pu développer depuis un long moment. La gauche doit donc réfléchir aux moyens de s'émanciper des marges de la vie politique afin de commencer à jouer un rôle modeste dans les mobilisations de masse. Il faut d'autant plus être prêt à cela que la crise conduit à l'émergence de telles mobilisations un peu partout dans le monde.

Reconnaître l'imbrication des rapports de classe et d'autres formes de rapports d'oppression ne signifie pas que les classes soient une réalité moins importante dans la société contemporaine. Il s'agit simplement de reconnaître qu'il n'existe pas de classe, comprise comme une formation sociale, qui ne soit pas racisée, qui ne soit pas genrée ou qui ne soit pas organisée sur la base d'un système dominant de régulation sexuelle, etc. Il faut donc retourner à cette notion dialectique voulant que tout phénomène soit une unité de divers aspects, comme l'avait Marx dans l'introduction des *Grundrisse*, et que la classe des travailleurs et des travailleuses ne prenne donc jamais une forme unique. Les travailleurs et les travailleuses sont unis au-delà de leur diversité, mais cette diversité est aussi un élément crucial à considérer. Les expériences spécifiques d'oppression ne se résument pas aux contradictions de classe, mais, heureusement, dans la mesure où nous partageons cette condition de classe, nous avons un espace – le mouvement des travailleurs et des travailleuses – au sein duquel nous pouvons développer une politique partagée de résistance antiraciste, féministe et *proqueer*. Ce que les travailleurs et les travailleuses ont en commun, c'est leur dépossession et la marchandisation de leur force de travail. C'est en luttant contre cette situation que nous pouvons découvrir notre unité réelle.